



Numéro 659-septembre 2025

Courrier de l'UD 14

<https://www.facebook.com/>

https://www.instagram.com/cgt_calvados

<https://www.calvados.cgt.fr>

CAEN PIC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

AMPLIFIONS LA MOBILISATION

L'Etoile ferroviaire du droit
continuer de brûler
AVEC LE SERVICE PUBLIC

NON A
CONCURRENCE

Agenda

09/10 Journée d'action interpro

13/10 Journée d'action des
cheminots à Rouen

Imprimé par nos soins

Directeur Publication : Thibault Soulard

N° commission paritaire : 1127 S 06277 - N° ISSN : 2496-5065

Le Courrier de l'UD 14, 8, Rue du colonel Rémy 14000 Caen

Téléphone : 02.31.83.68.25 Mail UD CGT 14 : ud14@cgtr.fr

Site internet : <https://calvados.cgt.fr>

Pour écrire au journal : courrier.ud1404@orange.fr



POUR MES DROITS EN ENTREPRISE, POUR CHANGER LA SOCIETE ET LE TRAVAIL JE ME SYNDIQUE A LA CGT !

Nom	<input type="text"/>
Prénom	<input type="text"/>
Adresse	<input type="text"/>
Code postal	<input type="text"/>
Ville	<input type="text"/>
Téléphone fixe *	<input type="text"/>
Téléphone portable *	<input type="text"/>
Mail	<input type="text"/>

* Indiquez au moins un téléphone

NOUS VOUS RECONTACTERONS TRES RAPIDEMENT !

- Faire valoir ses droits.
- S'organiser pour augmenter les salaires.
- Défendre les conventions collectives.
- Se former pour défendre ses conditions de travail, son emploi.
- S'organiser collectivement pour conquérir du mieux dans son travail.
- Faire entendre sa voix.
- S'opposer aux politiques d'austérité et d'exploitation capitaliste.
- lutter contre l'extrême droite et pour la paix dans le monde.



Nous contacter
UD CGT CALVADOS

8 rue du Colonel Remy 14000 CAEN
02 31 83 68 25 - accueil@cgt14.fr

C'EST ÇA LA CGT !

ne pas jeter sur la voie publique



Le 10 et le 18 septembre Une première étape, maintenant on amplifie la mobilisation

Nous pouvons être fiers des 10 et 18 septembre. Le 10, ce sont plus de 350 000 personnes dont 12000 sur notre département qui se sont mises en grève et ont manifesté, beaucoup de jeunes, beaucoup de travailleurs et travailleuses que nous n'avions pas vus depuis longtemps ou qui n'avaient jamais franchi ce pas.

Le 18, nous avons franchi un nouveau cap : 1,1 million de manifestants et des centaines de milliers de grévistes dans l'éducation, les transports, l'énergie, les collectivités territoriales, la santé, mais aussi dans de nombreuses entreprises privées.

À Caen, à Lisieux, à Bayeux, partout dans le Calvados, nous avons vu des cortèges imposants, des départs collectifs d'entreprises, bcp de drapeaux CGT, FSU mais aussi des cortèges d'étudiants et de lycéens. Nous avons remis la question sociale au cœur du débat public. Nous avons montré que les travailleuses et travailleurs ne se laisseront pas enfermer dans les faux débats identitaires ou les querelles de casting politique.

Qu'aucune répression ne nous fera plier. Et nous adressons notre fraternité aux lycéennes et lycéens du Lycée Malherbe, mais aussi de notre camarade Karel, tous violentés lors de la journée du 18 devant cet établissement.

Notre dynamique récente et unitaire s'appuie aussi sur les luttes locales que nous devons valoriser.

Pensons à la grève des camarades de Valeo Mondeville : malgré une répression féroce, avec une ordonnance de justice pour expulser le piquet de grève, les salariés ont tenu bon. Ils ont rappelé au patronat que la dignité ne se négocie pas et qu'aucune astreinte ne fera taire la colère sociale.

Pensons aux travailleurs du teillage Vandecandelaere, qui se battent pour leurs conditions de travail, dans un secteur important du département, une filière locale, écologique et porteuse d'avenir. C'est aussi une bataille contre l'injuste licenciement de notre camarade Anita, qui est aujourd'hui porté au tribunal des prud'hommes.

EDITO

Allan BERTU
Secrétaire Général
Union Départemental
CGT du Calvados



Rappelons le ici, quand on touche à un camarade, on touche à toute l'organisation.

Les luttes de Valeo, des Teillage, comme celles avant des Lisi en cette rentrée sociale sont celles d'un territoire qui refuse la désindustrialisation et qui affirme que l'avenir des travailleuses et travailleurs, leurs conditions de travail, leurs capacités de se syndiquer, ne peuvent pas être sacrifié sur l'autel des profits immédiats.

Pensons aussi aux enseignants, aux personnels de l'éducation dans tout le Calvados, qui se sont mis massivement en grève le 18 pour dénoncer le manque de moyens, les suppressions de postes et les attaques contre le service public d'éducation.

Pensons encore aux agents territoriaux, aux hospitaliers, aux camarades de l'énergie qui ont lancé des grèves reconductibles sur les salaires.

Toutes ces luttes sont nos points d'appui. Elles nourrissent la dynamique et elles montrent la voie.

Jamais le pouvoir n'a été aussi faible. Macron et Bayrou gouvernent sans majorité, incapables de convaincre, obligés de reculer ou de sacrifier ministres et Premiers ministres à répétition. Ils ont déjà dû abandonner la suppression de jours fériés.

Demain, si nous tenons, ils reculeront encore.

Nous pouvons gagner l'enterrement définitif du budget Bayrou, obtenir l'abrogation de la réforme des retraites, arracher des augmentations de salaires et de pensions, imposer une véritable politique industrielle et une répartition juste des richesses.

Le rapport du Sénat sur les 211 milliards d'aides publiques aux entreprises a levé le voile :

L'argent existe, il est accaparé par le patronat et les actionnaires. Notre rôle, c'est d'aller le chercher !

LE 10 ET LE 18

LA CGT

Les 10 et 18 septembre, deux grandes journées d'action ont eu lieu dans le Calvados. Elles ont montré clairement au gouvernement que son projet de budget, qui fait peser l'effort sur les travailleurs plutôt que sur le capital, est inacceptable.

Nous étions nombreux dans la rue que ce soit le 10 septembre

10 000 à Caen
600 à Lisieux
300 à Vire

Mais aussi le 18 avec

20 000 à Caen,
50 à Dives,
800 à Lisieux,
200 à Bayeux,
400 à Vire



Et ce n'est qu'un début ! Le gouvernement continue de faire la sourde oreille, une nouvelle date est déjà inscrite au calendrier, le 02 octobre.

Dans ce journal, nous donnons la parole aux militants et militantes qui se sont exprimés dans la rue lors de ces manifestations.



Je suis Caroline, contrôleuse SNCF à Caen et aujourd'hui je suis dans la rue pour manifester contre le projet de budget du gouvernement et son austérité...

A la SNCF, réorganisations, suppressions de postes, licenciements à tout va, salaires en berne, conditions de travail dégradées, productivité accrue et sous-traitance, l'ouverture à la concurrence, etc.. impactent notre quotidien !

Je revendique l'équité de traitement par l'instauration d'une grille unique des salaires, d'un déroulement de carrière pour tous avec un vrai 13^{eme} mois, que l'on soit statutaire ou contractuel ...

Je défile aujourd'hui pour l'amélioration de nos conditions sociales..



SEPTEMBRE MOBILISE



Bonjour, je suis Raphaëlle, aide-soignante à l'EPSM de Caen. Je manifeste aujourd'hui parce que les conditions de vie sont déplorables. Il n'y a pas de justice sociale, il n'y a pas de justice fiscale.

L'hôpital est en train de se casser la gueule depuis des années, il y en a marre. On ne peut pas soigner nos patients correctement, on ferme des lits à tour de bras. Les soignants fuient, on a des conditions de travail avec une oppression totale de la part du management et de la direction.

Il y a un moment donné, on ne veut plus que cette société là, on veut que ça change.



Bonjour, alors je me présente, Annabelle Lemoyne, responsable des sections syndicales au Teillage Vandecandelaere à Bourguebus, du groupe Depestele. Aujourd'hui on est là pour revendiquer un licenciement abusif de notre collègue Anita, suite en fait à la mise en place de la section syndicale le 26 juin dernier.

Depuis ce jour, les pressions ne font que continuer, s'accaprent, certaines sont en dépression.

Anita, on lui a demandé de ne pas venir faire son préavis, de rester chez elle. Donc voilà, aujourd'hui on est là pour se battre contre ça et pour avoir des conditions de travail mieux que germinales.



VALEO EN LUTTE DU 8 AU 11 SEPTEMBRE

Valeo a décidé de se séparer de la ligne de produits capteurs dont le site de Mondeville, pour la céder à un fonds d'investissement et à un industriel chinois.

Pas plus d'explication que cela aux salariés qui ne savent donc pas de quoi leur avenir sera fait, pas ou trop peu de garantie sur l'emploi, pas d'engagement au-delà de 12 mois concernant les acquis sociaux. D'ailleurs en cas de catastrophe et de suppressions de postes à terme, les salariés licenciés bénéficieraient de mesures d'accompagnement beaucoup moins favorables, car les moyens financiers du groupe Valeo ne seraient plus pris en compte.

80 salariés avec l'aide de la CGT et de la CFDT se sont donc mis en grève

Les revendications portaient sur l'emploi, les accords d'entreprise et avoir la connaissance du plan industriel construit par le repreneur.

Pour compenser ces risques financiers (auxquels s'ajoutent d'autres pertes d'avantages en sortant du groupe Valeo) et surtout pour reconnaître le travail effectué par les salariés qui a permis à Valeo d'atteindre son objectif de vente, les salariés de Mondeville ont demandé une prime exceptionnelle, car c'est leur investissement quotidien, leur engagement, leur résilience et leur professionnalisme qui permettent à Valeo de vendre le site de Mondeville.

Face à cette grève qui a duré quatre jours la direction de Valeo a choisi l'escalade et la répression :

Présence de sécurité privée et de deux huissiers 24h/24.

Obtention d'une ordonnance judiciaire, et surtout, menaces financières et disciplinaires d'une extrême violence.

33 salariés ont été visés par une amende de 1 000 € par heure de blocage.

12 salariés étaient sous le coup d'une mise à pied conservatoire, une mesure injustifiable et injuste dans un contexte de mobilisation sociale.

Un escadron de CRS prêt à "déloger les grévistes".

Un comportement inadmissible et brutal d'un groupe qui a choisi avec la plus grande fermeté l'attitude brutale de la direction de Valeo, qui au lieu d'ouvrir le dialogue, a choisi l'intimidation et la judiciarisation d'un conflit social. Cette stratégie de tension et de peur est indigne d'un groupe de cette envergure.

Si nous n'avons pas obtenu de visibilité sur notre avenir nous avons réussi à lever toutes les sanctions et obtenu une prime de 2800€

Une prime arrachée, une force collective retrouvée !

Au-delà de cette victoire matérielle, c'est une aventure humaine inoubliable que nous retiendrons. Des collègues qui ne se connaissaient pas forcément ont appris à se parler, à se soutenir, à se battre ensemble. Des liens forts sont nés sur le piquet de grève, dans le froid, sous la pluie, parfois dans le silence, mais toujours avec respect et solidarité. Ce que nous avons construit, aucun huissier, aucun vigile, aucune sanction ne pourra le détruire.

Ce mouvement nous a transformés. Il nous a soudés. Il nous a rendu plus forts, et surtout, il nous a donné une certitude : Si le repreneur chinois s'attaque à nos emplois ou à nos acquis sociaux, il trouvera face à lui une résistance déterminée, unie et combative.

Je tiens aussi à mettre en avant le comportement de la CFDT le seul syndicat investis avec la CGT dans ce mouvement.

Les salariés ont pu constater aussi que la CGT ce n'est pas que celle de leur boîte. C'est l'interpo, avec beaucoup de délégations qui sont venus nous soutenir. C'est aussi le bureau de l'UD, notre secrétaire général Allan Bertu présent quotidiennement. La réactivité de Stéphane Flegeau SG de la FTM CGT qui a contacté la direction du groupe Valeo pour une reprise des négos.

La force du réseau CGT a aussi été très remarquée par les salariés Journaliste, avocat et politiques

Nous ne céderons ni à la peur, ni à l'isolement. Nous avons désormais conscience de notre force collective, et nous saurons nous en servir à chaque fois que cela sera nécessaire.

La lutte continue, mais aujourd'hui, nous avons gagné bien plus qu'une prime : Nous avons gagné en fierté.

PAROLE DE SALARIE



Après vingt ans chez Valeo-Mondeville, je viens de vivre ma deuxième grève, la première datant de 2009. Mais cette deuxième restera marquante pour moi, et pas pour les raisons que j'aurais espéré.

Ce qui m'a le plus frappé, c'est la réaction de la direction. Au lieu d'ouvrir un vrai dialogue, elle a choisi la méfiance et la répression, des membres du CODIR montaient la garde, des huissiers étaient présents 24h/24, des agents de sécurité postés partout... comme si nous étions des casseurs, des black blocs ou des voleurs.

Être traité de cette manière après vingt ans à donner de soi pour cette entreprise, c'est une humiliation, et tout cela alors que nous ne demandions qu'une chose, un peu plus de reconnaissance, en plus d'une juste compensation financière.

Une réaction totalement disproportionnée, qui en dit long sur la considération que Valeo accorde à ses salariés.

Et pourtant, dans cette épreuve, il y a eu un point fort : ces quatre jours de grève nous ont permis, entre collègues, de nous retrouver, d'échanger, de mieux nous connaître. La solidarité vécue restera une vraie richesse.

Dans un monde où chacun se concentre souvent uniquement sur ses propres problèmes, sans se soucier de son prochain, de son voisin ou de son collègue de travail, cette grève a montré qu'il est encore possible de s'unir, de se serrer les coudes et de défendre ensemble ce qui est juste.

Je tiens à souligner le rôle essentiel de l'intersyndicale, et en particulier de la CGT, qui s'est battue sans relâche. Elle a porté nos revendications avec force, pour que ce ne soit pas seulement une question d'argent, mais surtout une question de reconnaissance de notre travail et de notre dignité.

La grève est terminée, mais elle laisse des traces profondes : de la fatigue, de l'amertume, de la colère... mais aussi une certitude : nous avons été unis, et grâce à notre action collective, notre voix s'est fait entendre.

Hassan



ACTUALITÉS REVENDICATIVE

Action CGT MINES ET ENERGIE

Pour des salaires dignes et une énergie accessible : la mobilisation continue chez les électriques et gaziers !

La CGT Mines Energie du Calvados est pleinement engagée dans une bataille déterminante : la revalorisation de la grille salariale des électriques et gaziers et l'accès à une énergie abordable pour les particuliers. La CGT s'insurge devant la hausse de la TVA de 5,5 à 19,6 que viennent de subir les usagers sur la partie abonnement qui va encore faire augmenter leur facture et faire baisser leur pouvoir d'achat.

Une grille salariale écrasée par l'inflation !

La grille de salaires de la branche des Industries Électriques et Gazières, comme 12 autres branches, démarre en dessous du Smic !!!

Aujourd'hui, les salaires d'embauche se retrouvent au niveau du SMIC, voire rattrapés par les revalorisations automatiques de celui-ci. Résultat : les qualifications, l'expérience et l'ancienneté ne sont plus reconnues.

Les salarié(e)s qui ont 10, 20 ans de carrière se retrouvent quasiment au même niveau de rémunération que les nouveaux entrants. C'est inacceptable !

La CGT Mines Energie du Calvados porte des revendications claires et urgentes :

- Une véritable reconstruction de la grille salariale
- La reconnaissance de l'ancienneté et des qualifications, afin que le parcours professionnel soit enfin respecté.
- Une baisse immédiate du tarif de l'énergie (électricité et gaz) pour les particuliers, considérant l'énergie comme un bien de première nécessité, non soumis à la spéculation.

La mobilisation s'amplifie !

Dans toutes les entreprises de l'Energie, les actions se multiplient : rassemblements, cahiers revendicatifs, interpellations des employeurs. Les collectifs se renforcent, la colère gronde, et les employeurs commencent à percevoir la détermination des salarié·es.

Nos revendications ne sont pas des faveurs : elles dessinent un horizon où le rapport salaire/travail est reconnu, et l'énergie est un droit accessible à tous.

C'est par la mobilisation collective que nous pourrons imposer des négociations sérieuses et obtenir des avancées concrètes.



Retour en images sur la journée du 31/08 à Lisieux



Le 31 juillet dernier, Anita Legrand a reçu, la veille de ses vacances protocolaires, sa lettre de licenciement.

Pour quel motif ?

Pour avoir eu une discussion appuyée avec un responsable technique à propos d'un dépannage de machine.

La disproportion entre les faits et la sanction est insupportable pour nous, ses collègues d'atelier.

DEPUIS QUAND LICENCIE-T-ON LES GENS POUR UNE DISCORDE À PROPOS DU TRAVAIL ?

Anita a-t-elle dépassée les bornes ? Sûrement pas, nous en sommes témoin. D'ailleurs, aucune d'entre nous n'a pu faire valoir son témoignage.

L'instruction de cette altercation a été menée par la direction à sens unique, à charge pour Anita.

Pourtant, Anita est investie dans son travail, elle respecte les consignes.

Elle montre l'exemple ! Elle a formé plusieurs salariés et est toujours disponibles pour aider ses collègues.

Pour avoir simplement exprimé un désaccord professionnel, elle se retrouve licenciée. alors que des faits plus grave sont passés sous silence et ne font l'objet d'aucune mesure disciplinaire.

Ce licenciement est une réponse apportée par l'employeur à nos réclamations concernant nos conditions de travail. Bien plus de maltraitance, voilà la réponse apportée par le patronat. Et cela continue avec des intimidations depuis que nous avons repris notre travail.

Nous sommes bien déterminées à ne pas nous laisser faire.

A partir de ce jour, nous sommes en grève pour la réintégration de notre collègue et faire cesser ce climat anxiogène.

**NOUS APPELONS LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE TOUTES LES PROFESSIONS
À SE JOINDRE À NOUS POUR NOUS SOUTENIR
CE JEUDI 18 SEPTEMBRE 2025 À PARTIR DE 14H DEVANT L'ENTREPRISE TEILLAGE
VANDECANDELARE, 5 RUE DE L'EGLISE À BOURGUÉBUS (14)**

SOLIDARITE !



NOS TRAINS, PAS À VENDRE

Hervé Morin, responsable de la privatisation !

Le mardi 23 septembre 2025, la Région Normandie a fait connaître son choix aux cheminots soumis à l'ouverture à la concurrence sur le lot "Etoile de Caen".

La RATP-DEV, filiale privée de la régie parisienne est l'entreprise qui a été retenue pour continuer à négocier avec la région afin d'exploiter les lignes Lisieux-Caen-Cherbourg ; Caen-Rouen ; Caen-Evreux ; Caen-Coutances-Granville-Rennes et Lisieux-Trouville/Deauville-Dives/Cabourg en juillet 2027.

Le couperet est tombé ! Depuis des années, gouvernement, Région et Direction SNCF travaillent main dans la main pour ouvrir le rail à la concurrence.

Les lois de 2014 et 2018 ont été conçues pour préparer le démantèlement de la SNCF. Nous les avons combattu et nous continuerons à les combattre avec force et ténacité.

Comment les cheminots sont-ils passés de désirables à indésirables ?

En réalité, derrière de belles promesses et de beaux discours sur l'amélioration de l'offre de transports et d'efforts demandés aux cheminots, cette ouverture prépare :

- **Des suppressions d'emplois** au nom de la rentabilité
- **Des dégradations de conditions de travail** pour les salarié-es,
- **Une baisse de la qualité de service** pour les usagers avec à la clé retards, absence de correspondance et fermeture du guichet.

La CGT des Cheminots de Caen dénonce cette décision injustifiable, ce choix purement politique tourne le dos aux attentes des cheminotes et cheminots ainsi que celle des usagers.

Pour la CGT Cheminots, pas questions de brader nos droits, il n'est jamais trop tard pour la mobilisation générale face à cette concurrence qui ne devait rien changer "dixit certains en 2018", la bataille du rail continue !!

IHS : INITIATIVES A VENIR

En cette fin d'année 2025, l'IHS CGT du Calvados organise plusieurs initiatives :

Le Jeudi 16 Octobre 2025, 14h30 -17h, Mémorial de Falaise.

1/2 Journée d'étude : « La France de 1945 : entre espoirs et Désillusions »

Présences : Fabrice Grenard (Directeur scientifique de la Fondation de la Résistance), Stéphane Sirot (Universitaire), Emmanuel Thiebot (Responsable du Mémorial de Falaise), Jacques Ambroise Président IHS CGT du Calvados), Christian Langeois (Vice-Président IHS CGT du Calvados)

Espoirs : la fin d'un cauchemar et le rêve d'un renouveau

- Victoire sur le nazisme** : La capitulation de l'Allemagne (8 mai) et du Japon (2 septembre) met fin à la Seconde Guerre mondiale. L'espoir renaît après six années de conflit.
- Naissance de l'ONU** : Crée en octobre 1945, l'Organisation des Nations Unies incarne l'ambition d'un ordre mondial fondé sur la paix et la coopération.
- Réformes sociales en France** : Le programme du Conseil national de la Résistance inspire des avancées majeures : Sécurité sociale, comités d'entreprise, droit de vote des femmes, etc. La France se reconstruit sur des bases plus égalitaires.

Désillusions : le poids des ruines et des traumatismes

- Découverte des camps** : L'ouverture d'Auschwitz par l'Armée rouge (janvier 1945) révèle l'ampleur de l'extermination nazie. Le monde est confronté à une barbarie indicible.
- Bombes atomiques** : Les bombardements de Hiroshima et Nagasaki (août 1945) soulèvent des questions morales profondes : l'humanité possède désormais les moyens de sa propre destruction.
- Déplacements de populations** : Des millions de réfugiés, déportés et prisonniers doivent être rapatriés. Les sociétés sont bouleversées par les pertes humaines et matérielles.

Le Jeudi 11 Décembre 2025, 18H, lieu à déterminer

Conférence/Débat : « Conflit 1995, déjà 30 ans ! »

Présences : Bernard Thibault, Gilbert Garrel (Président IHS CGT Confédéral), Thierry Nier (Secrétaire Général Fédération des Cheminots), Allan Bertu (Secrétaire Général UD du Calvados), Jacques Ambroise (Président IHS CGT du Calvados), Christian Langeois (Vice-Président IHS CGT du Calvados).

Les grèves de 1995 en France contre le plan Juppé furent à leur époque les plus importantes depuis celles de Mai 68. Du 24 novembre au 15 décembre, des grèves d'ampleur ont eu lieu dans la fonction publique et le secteur privé contre le « plan Juppé » sur les retraites et la Sécurité Sociale. Le mouvement social de l'automne 1995, souvent réduit à la grève des transports publics, très visible et fortement médiatisée, a concerné également les grandes administrations (La Poste, France Télécom, EDF-GDF, Education nationale, secteur de la santé, administration des finances, ...). D'énormes manifestations réunissent des millions de personnes, comment s'est déroulé ce conflit en amont et pendant celui-ci, comment s'est-il terminé et quelles ont été les suites ?

Pour la réussite de ces initiatives, nous avons surtout besoin de l'engagement individuel des camarades et des structures.

Pour rappel, le montant de l'adhésion à notre Association a été fixé à 15 euros annuel pour une adhésion individuelle et 60 euros minimum pour les structures de type, Syndicats, Sections, USR, UL, UD, Fédérations, etc.

Pour les adhérent(e)s, n'oubliez pas votre cotisation 2025.

Bien à vous, Fraternellement

Jacques Ambroise
Président IHS CGT du Calvados

DES COLLECTIFS UD POUR CONSTRUIRE NOS ORIENTATIONS

Du 25 au 26 juin dernier s'est tenu notre 36eme congrès de l'union départementale des syndicats CGT du calvados, moment fort de démocratie syndicale, où l'ensemble des syndicats représentés ont pu débattre, échanger et tracer les grandes perspectives d'action pour les années à venir.

Ce congrès a permis de fixer nos orientations décidées par les syndicats, orientations qu'il nous appartient désormais de mettre en œuvre collectivement et avec détermination.

Ces orientations ne doivent pas rester des mots, elles doivent devenir des actes au quotidien dans nos lieux de travail, nos entreprises, nos services ; en se basant sur nos structures locales et professionnelles.

Pour cela, les collectifs de l'UD doivent être au cœur de notre fonctionnement car ils constituent la force vive de notre CGT.

Mais ces collectifs ne pourront pleinement jouer leur rôle que s'ils sont renforcés par des militants motivés et organisés.

Notre objectif est clair : dans les trois années à venir, nous devons développer une CGT efficace, utile et solidaire.

Efficace, car nous devons être capables de répondre concrètement aux besoins des salariés.

Utile, car chaque syndiqué doit sentir que son engagement change la donne dans son quotidien.

Solidaire, car c'est l'union qui fait notre force et qui nous permettra de résister aux attaques patronales et gouvernementales.

Chaque adhérent, chaque délégué, chaque responsable a sa place dans cette construction.

En renforçant nos collectifs, en donnant de la force à nos orientations, nous serons en mesure de faire grandir notre syndicalisme sur le département.

C'est une responsabilité collective et un gage de réussite pour toutes nos batailles.

Les inscriptions aux différents collectifs, sont donc essentielles, elles nous permettront de donner corps à nos décisions de congrès.

C'est dans cet état d'esprit que nos syndicats, ULS et toutes les structures de notre CGT doivent jouer un rôle moteur dans ce processus et sont donc invités à organiser rapidement cette remontée d'informations auprès des syndiqué.e.s pour contribuer à ce travail d'ensemble.

Les Collectifs mis en place :

Vie syndicale, formation, DLAJ, santé au travail, services publics, revendicatif, communication, handicap, logement, TPE, ALS, industrie, international, privés d'emploi, structuration territoires, UGICT, femmes/mixité.

Nous comptons sur la mobilisation de toutes et tous
Retours à l'UD via notre boite mail accueil@cgt14.fr.

**Le congrès a tracé la voie,
à nous désormais d'en faire une réalité.**